L'Agency House, un intermédiaire

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Les fonctions d'une Agency House

L'Agency House (maison de commerce et de commission) était l'institution centrale de la communauté marchande européenne. Son nom décrivait sa fonction : elle agissait comme mandataire pour des commettants établis ailleurs. Un fabricant de Manchester qui voulait vendre des cotonnades dans l'archipel les consignait à une Agency House de Singapour, qui les vendait à la commission et lui en reversait le produit. Un négociant de Calcutta qui voulait acheter de l'étain ou du poivre chargeait une maison de Singapour de l'acheter et de l'expédier. Un armateur de Londres confiait à une maison le chargement, la réparation et l'avitaillement de ses navires dans le port.[1]

Avec le temps, les maisons ajoutèrent des fonctions relevant de la banque et de l'assurance. Elles escomptaient des lettres de change tirées sur Londres ou Calcutta et achetaient et vendaient des devises. Elles accordaient du crédit à leurs clients asiatiques et recevaient en compte courant les fonds de marchands et de fonctionnaires. Plusieurs d'entre elles représentaient des compagnies d'assurance de Londres et de Calcutta et organisaient l'assurance maritime des cargaisons transitant par Singapour. Avant l'arrivée des premières banques dans les années 1840, les Agency Houses assuraient l'essentiel des services financiers dont le port avait besoin.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Les maisons variaient beaucoup en taille et en fiabilité. Les plus grandes étaient des maisons établies, avec des associés à Londres et des correspondants dans toute l'Asie. Beaucoup d'autres étaient de petites sociétés de personnes au capital limité, fondées par de jeunes hommes qui espéraient faire fortune en quelques années avant de rentrer au pays. Les faillites étaient fréquentes, surtout en période de crise commerciale, lorsque l'effondrement d'une seule maison pouvait léser nombre de ses clients et créanciers.

La Chambre de commerce de 1837

Les marchands de Singapour s'organisèrent collectivement en 1837 en fondant la Singapore Chamber of Commerce.[2] La Chambre leur donnait une voix dans leurs rapports avec le gouvernement de Calcutta et de Londres et un lieu pour régler les questions communes de pratique commerciale. Bien que dominée par les marchands européens, elle compta des membres asiatiques dès ses premières années, comme le montre la nomination d'un membre de la famille Aljunied. La Chambre défendit les intérêts du port, notamment le maintien du port franc face aux projets d'instauration de droits de douane. Elle joua plus tard un rôle de premier plan dans la campagne pour le transfert des Établissements des Détroits (Straits Settlements) du gouvernement de l'Inde au Colonial Office.

La Chambre de commerce est l'ancêtre des associations professionnelles qui ont joué un rôle important dans la gouvernance économique de Singapour. Celle qui lui a succédé, la Singapore International Chamber of Commerce, existe toujours. Après que les communautés chinoise, indienne et malaise eurent fondé leurs propres chambres, la coopération entre le gouvernement et les associations professionnelles devint une caractéristique du modèle singapourien.

Notes

1. Sur les fonctions des Agency Houses à Singapour et leur évolution de commissionnaires en sociétés de négoce et de gestion, voir Turnbull, *A History of Modern Singapore 1819–2005*, chapitres 1–2, et Stephanie Jones, *Two Centuries*

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

of Overseas Trading: The Origins and Growth of the Inchcape Group, Londres, Macmillan, 1986. ↩

2. La Singapore Chamber of Commerce fut fondée en février 1837 ; voir National Library Board Singapore, HistorySG, « Singapore Chamber of Commerce is formed ». ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.